

Réla Mazali, écrivaine, chercheuse, militante, « Armes et militarisation de la société israélienne », 8/9/2025

Présentation

Bonjour à toutes et à tous. Bienvenue à *Eyes on Gaza*, notre rassemblement quotidien, qui combine protestation et apprentissage. Cette semaine, nous avons dû déplacer légèrement les conférences et je suis très reconnaissante à Réla Mazali, chercheuse et écrivaine indépendante, militante de gauche et féministe, d'avoir accepté de venir parler avec nous à si court préavis. Comme je l'ai dit, Réla est active depuis de nombreuses années, notamment sur la question de la militarisation de la société israélienne. Elle fut l'une des fondatrices de *New Profile* et également militante et fondatrice de la campagne de réduction des armes dans l'espace public, un projet intitulé « Un pistolet sur la table de la cuisine ». Réla va nous parler ici de ces deux enjeux : les armes et la militarisation, dont le danger croît de manière inquiétante, à la fois comme conséquence et comme sous-produit de l'attaque d'extermination à Gaza. Encore merci, Réla. Je rappelle que tu parleras pendant huit minutes, puis nous laisserons un court moment pour la discussion. Ceux qui souhaitent poser une question peuvent l'écrire dans le chat, et je la lirai à Réla après la présentation. Merci beaucoup, Réla, d'avoir rejoint notre discussion aujourd'hui.

Intervention

Merci de m'accueillir. Au regard du génocide que l'État d'Israël commet, je suis en grève de la faim. Mais je vais ici présenter deux autres initiatives dont je fais partie ; elles sont étroitement liées l'une à l'autre. La première, *New Profile*, est un mouvement féministe et antimilitariste qui agit depuis 1998 pour saper le militarisme profond qui dicte l'ordre des priorités en Israël. Notre réseau accompagne les personnes qui ont décidé de ne pas servir ou d'arrêter de servir dans l'armée israélienne, les informe de leurs droits et les accompagne dans leur exercice. La deuxième initiative, *Un pistolet sur la table de la cuisine – 20 organisations de la société civile en coalition*, opère depuis 2010 au sein de l'organisation *Isha le-Isha* (« Femme à Femme »), pour démanteler l'espace civil des armes à feu et renforcer le contrôle sur leur usage.

La majorité de la société juive ici pense et agit en termes militaristes. Elle se trompe en voyant la guerre comme une nécessité imposée pour survivre, et non comme un choix politique de ses dirigeants. Elle se trompe en croyant que la sécurité humaine individuelle – Human Security – découle de ce que l'on appelle « sécurité nationale ». La militarisation est un processus social, économique, culturel et politique qui nourrit et perpétue ces perceptions. Ce processus se nourrit d'un cycle croissant de décisions politiques, de priorités budgétaires, de médias, d'éducation et de culture collaborative. Il renforce des générations de recrutement de masse et la large conformité des parents, enseignants, recrues, soldats et officiers.

Le « matériel » utilisé pour la mise en œuvre quotidienne de la militarisation, son matériel le plus courant, est l'arme à feu. Elle impose la menace, le contrôle, l'oppression et le meurtre, au sein des familles, dans les espaces publics et sur des populations entières. Dans une culture militariste, la majorité des Juifs en Israël les considèrent comme des moyens de défense normaux et routiniers, surtout entre les mains de l'armée. Mais le 7 octobre dans le sud, il n'y avait pas d'armée. Un habitant de Sdérot a déclaré récemment : « Nous vivons dans une rupture. Je ne peux et ne veux pas ignorer ou maquiller la réalité ». 73 personnes ont été tuées lors de l'attaque du Hamas à Sdérot, y compris des passagers d'un groupe de touristes âgés. L'absence de l'armée à Sdérot s'inscrit dans une tendance : une combinaison toxique de militarisation et de privatisation néolibérale. La brigade d'urgence n'avait pas été formée depuis deux ans. Les abris étaient remplis d'ordures et d'excréments. La porte connectée de l'un d'eux est restée verrouillée et inutilisable. Un procès contre la municipalité de Sdérot et la société exploitante Motorola Solutions a allégué une négligence grave, une absence de responsabilité et la dissimulation de preuves. Mais le transfert de

responsabilité est, bien sûr, un objectif clair de la privatisation, en parallèle avec des économies financières – dans ce cas, au prix de vies humaines.

La terreur laissée par l'abandon de l'État face à l'attaque du Hamas est exploitée depuis deux ans pour promouvoir une campagne médiatique de militarisation massive des civils. Yuval Livnat du Centre Adva a écrit que cela reflète l'abdication de l'un des services publics les plus essentiels d'un État dont les structures fonctionnent bien : la protection policière et militaire de l'individu. Il s'agit d'un processus de privatisation accéléré : l'individu ne recevra aucun service de l'État, ni ne pourra les acheter ; il devra les assumer lui-même, à ses propres frais. Dans un contexte de normalisation des instruments municipaux militarisés, de nombreux Juifs israéliens considèrent cela comme une solution. Le nombre de détenteurs d'armes privées a doublé entre l'été 2022 et l'été 2024. Le seuil des conditions de délivrance des licences a été abaissé encore et encore. Entre-temps, l'État a réitéré qu'il n'exerce aucun contrôle sur les armes privées. Des dizaines de milliers d'autres sont armés avec des armes fournies par leur lieu de travail ou leur lieu de résidence. Et, dans le cadre d'une nouvelle initiative très permissive d'armement, plus d'un millier d'équipes d'urgence ont été créées en procédure accélérée.

Pour comprendre où cela mène, il est urgent de reconnaître la réalité quotidienne des citoyens palestiniens de l'État : la peur de la confiscation de l'espace public, le démantèlement du tissu social et, bien sûr, les graves atteintes aux vies des personnes et des familles. Hier, l'organisation *Abraham Initiatives* qui fait partie de la coalition *Un pistolet sur la table de la cuisine*, a annoncé 177 personnes tuées cette année, victimes de crimes violents dans la société palestinienne en Israël. Il s'agit d'une augmentation de 15 pour cent par rapport à septembre dernier. 85 pour cent ont été abattues. Les citoyens juifs semblent penser que cela ne les concerne pas, mais cette séparation est illusoire. Les groupes criminels coopèrent étroitement, et de nombreuses armes sous licence sont volées, échangées et transférées en permanence. L'application discriminatoire de la loi a consciemment renforcé les groupes criminels de la société palestinienne et permis une accumulation massive d'armes.

La prolifération des armes façonne la conscience. Elle intensifie la peur, accroît la suspicion et alimente la vengeance. Elle se combine avec le militarisme enraciné et l'idée que les citoyens palestiniens sont un ennemi menaçant. Il n'est pas surprenant que la municipalité de Sdérot, déclarée « ville armée », fournisse désormais un accompagnement juridique pour toute question liée aux armes. Elle soutient le droit de l'État de tirer pour tuer et de déclarer, en défense : « J'ai senti ma vie menacée ». De tels tirs sont principalement autorisés contre les citoyens palestiniens d'Israël, comme Jumaa Al-Danfiri, âgé de 18 ans, abattu dans le dos par un membre de la brigade d'urgence du kibboutz Retamim. La délivrance de licences et l'armement massif orientent les armes vers l'intérieur du pays et menacent d'étendre le génocide à Israël. Ces armes ont déjà été utilisées pour menacer des manifestants et des militants, et elles sont très susceptibles d'alimenter une guerre civile.